

## **SUR LE SENS D'ARTICULER LE LOCAL AVEC LE GLOBAL A PARTIR D'UNE PERSPECTIVE D'ECONOMIE SOCIALE.**

**José Luis Coraggio<sup>1</sup>, UNGS, Argentina,**

*Traduction : Fanny Enault*

### **1 - Les trente affreuses<sup>2</sup>: exclusion structurelle sous le règne du capital global**

Trente années de gouvernements néo conservateurs (dictatoriaux ou élus) et de politiques néo libérales ont engendré une concentration inédite non seulement de la croissance du revenu annuel mais aussi de la richesse accumulée, et ont offert à un groupe des plus restreints de propriétaires une liberté de disposition de leurs richesses qu'on ne peut comparer qu'à la perte de liberté de la part des travailleurs. Le salaire moyen a baissé d'environ 60% de 1975 à 2002, et selon les estimations disponibles, la part du revenu total attribuée aux travailleurs est tombée approximativement à la moitié de ce qu'elle était<sup>3</sup>. Ceci reflète les changements dans le modèle productif et dans la composition de la force de travail, ainsi que dans la relation entre patrimoine public et patrimoine du capital privé, dans les comportements guidés par la rationalité productiviste et la rationalité rentière-spéculative, tout autant que des transformations dans les relations de pouvoir entre capital et travail.

Le caractère structurel des transformations qu'a connues le système économique durant trente années de dictature néolibérale est aujourd'hui accepté par les organismes internationaux tels que la Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) jusqu'au point où la Banque Mondiale parle de croissance sans emploi et se montre favorable à une gouvernance fondée sur l'allègement de la pauvreté. Tous ceux-là, sans doute, ont une analyse qui part de la perspective du maintien du système fondé sur la prédominance du capital (« l'économie réelle »), même s'ils peuvent différer quant à la qualification des réformes qui doivent être réalisées pour garantir cette continuité.

Comme toute tendance structurelle admet des améliorations occasionnelles sans pour autant modifier la tendance, nous pouvons aujourd'hui constater, comme il est notoire dans le cas de l'Argentine, des taux élevés de croissance du PIB, une amélioration de la répartition du revenu (mais pas de la richesse) et des réductions des taux d'emploi au noir et du chômage, évolution considérée comme la preuve d'une bonne gestion de *cette* économie.

Evidemment, pour voir les limites des ces indices, il suffit de penser à tous les autres indicateurs que le système ne livre pas (la régression des structures de propriété, la dégradation de la force de travail, de la vie de la population en général et des ressources naturelles, la progression du pouvoir mafieux que le marché ne peut réguler, les conséquences sociales latentes de la dette publique qui dépendent des scénarios d'évolution des marchés internationaux, etc.), et d'imaginer comment varieraient les indicateurs de l'économie réelle si étaient dévoilés les pillages, les contrebandes et les transferts occultes qui continuent à se produire. Mais à un niveau empirique il suffirait de parcourir le pays et d'observer et d'évaluer moralement ce qui est évident : on ne peut se considérer comme vertueux en faisant que le peuple argentin supporte autant d'inégalités face au déploiement ostentatoire de la consommation somptuaire, autant d'injustice, autant d'outrage à ses identités,

---

<sup>1</sup> José L. Coraggio reprend ici ce qu'il a écrit pour l'introduction de son ouvrage, *Hay vida después del neoliberalismo (Il y a une vie après le néolibéralisme)*, Editorial CICCUS, Buenos Aires, 2007.

<sup>2</sup> Par opposition aux trente "glorieuses" de construction de l'Etat social et de l'Etat-providence.

<sup>3</sup> Pablo Vinocour et Leopoldo Alperin, "Pobreza y políticas sociales en Argentina de los años 90" (*Pauvreté et politiques sociales dans l'Argentine des années quatre-vingt-dix*), dans CEPAL, Serie Políticas Sociales, N° 85, Santiago, 2004. Pour une analyse récente qui permette d'avancer malgré les difficultés pour obtenir une série homogène établie selon les règles de la science économique voir: Javier Lindenboim, Damián Kennedy et Juan Martín Graña, "Distribución funcional del ingreso en Argentina. Ayer y hoy" (*Répartition fonctionnelle du revenu en Argentine. Hier et aujourd'hui*). Documento de Trabajo N°4, CEPED, Buenos Aires, 2005.

*Sur le sens d'articuler le local avec le global à partir d'une perspective d'économie sociale* (Sobre el sentido de articular lo local con lo global desde una perspectiva de economía social)

**José Luis Coraggio**, Universidad Nacional del General Sarmiento, Argentina, *Traduction : Fanny Enault*

autant de pillages de la part du capital monopolistique (y inclus celui subventionné par l'Etat) et par ceux qui suivent ses orientations et multiplient par un effet de masse la capacité destructive du capital.

D'un autre côté, sans de nouvelles transformations structurelles, cette fois progressives, ces améliorations statistiques temporaires peuvent facilement s'inverser, car la politique est en train de consolider –avec un maniement plus intelligent (mais néanmoins instrumental) de la gouvernance- ce système capitaliste périphérique injuste, lui-même dominé par la logique du capital rentier mondial. C'est dire que la contradiction fondamentale entre l'augmentation de la productivité pour le capital et la demande interne défaillante en raison de l'inégalité de la répartition reste inchangée, et il n'y a pas de société nationale en mesure de pouvoir densifier son tissu social et améliorer sa sociabilité sans une autre gestion de cette contradiction. Il faut reconnaître que (avec des crises périodiques à haut coût social) les fractions internationalisées du capital investi dans le pays (y inclus d'origine nationale, légale ou illégale) peuvent continuer à se reproduire grâce à une compétitivité fondée sur de faibles coûts fiscaux, des dépenses sociales dérisoires, des salaires extrêmement bas et une docilité syndicale, ainsi que par le biais d'externalités irresponsables sur les ressources naturelles non renouvelables et l'habitat humain. Ces mécanismes économiques ne seraient pas viables sans une société dépolitisée et centrée sur la lutte individualiste pour la survie quotidienne. A ce panorama si négatif du point de vue de la perspective d'une société plus juste, on a en contrepoint le doute des classes dominantes plus lucides sur la manière dont va survenir à moyen terme la perte de légitimité du système dans son ensemble, sur la vulnérabilité de ce petit modèle et de cette gouvernance, en raison de la volatilité des prix internationaux et du capital, et de l'épée de Damoclès de la révolte populaire contre l'impunité du pillage et de l'exploitation. Même les intellectuels organiques de ce système finissent par admettre, pour des raisons non pas morales mais « économiques », que sans un peu de redistribution maintenant, il n'y aura pas de croissance dans le futur, mais c'est sans mettre en question le régime de production et l'accumulation sous-jacente. Est-ce que la société argentine devra troquer cela contre un progrès des droits humains étroitement définis?

Dans le champ des représentations, un petit nombre d'années de prospérité selon les indicateurs du système semblent avoir renouvelé l'illusion économiciste selon laquelle la croissance du PIB accompagnée de stabilité monétaire (ou ce qu'on en attend) est la clé d'une bonne économie. Cependant, on n'entend plus cette promesse libérale de ce que, bien que dans un système inégal, le plus grand nombre verra sa situation (en tendance moyenne) s'améliorer au cours de sa vie et d'une génération à l'autre. Pour maintenir le système à flot, on va contrôler ce que l'Etat ose reconnaître publiquement comme les excès du capital privé (ou des groupes de pouvoir aux intérêts économiques), mais il faut toujours être vigilant et dénoncer ce sur lequel on attire fortement l'attention et faire apparaître à la lumière les mouvements occultes par lesquels on restitue au capital ce que de manière apparente on en a touché. En tout cas, il y a des jeux tactiques mais il n'y a pas de direction véritablement politique, il n'y a pas d'autre direction suivie que celle qu'indiquent à tout moment les vents de la pérennisation du pouvoir.

Ce qui de fait doit être admis comme définitif et de générations en générations, c'est la tendance à maintenir le recul structurel que connaissent les travailleurs (avec ou sans travail, pauvres ou de classe moyenne, salariés ou à leur compte) face aux propriétaires du capital, à chaque fois plus étrangers que nationaux, et à prendre pour données les contradictions internes de la classe travailleuse, entre ceux qui ont un emploi et les chômeurs, entre les mieux payés et les misérablement rémunérés, entre les sous employés et les sur employés, entre les étrangers et les nationaux, entre les ruraux et les urbains et ainsi de suite.

## 2- Les chemins ouverts à partir de la société

Face à cela, en partie par réaction, par option politico-idéologique ou théorique, ou par opportunité, deux grands types de réponse se font jour:

1. **Se sauve qui pourra et comme il pourra.** Chaque personne, chaque groupe, chaque communauté locale et nationale doit se rendre responsable de sa situation, sans prétendre renverser les processus qui bousculent, excluent ou paupérisent. Ceux qui réussissent et atteignent *l'état de compétitivité* accéderont, non pas éternellement mais seulement pour un temps et de façon précaire, aux ressources, aux capacités et aux opportunités d'insertion, ou bien réussiront à être plus en avant de la file de l'assistance publique, de manière non pas transitoire mais permanente. Ainsi les uns rivalisent avec les autres pour survivre, avec une

*Sur le sens d'articuler le local avec le global à partir d'une perspective d'économie sociale* (Sobre el sentido de articular lo local con lo global desde una perspectiva de economía social)

**José Luis Coraggio**, Universidad Nacional del General Sarmiento, Argentina, Traduction : Fanny Enault

parcellisation des actions: chacun de son côté, chaque ethnie ou région de son côté, la ville d'un côté, le secteur rural de l'autre. On est en rivalité pour l'assistance ou sur le marché.

2. **Regroupons-nous pour nous sauver.** Si la société et l'économie sont un champ de forces, beaucoup pensent qu'il faut être pragmatiques : et cela implique de reconnaître que dans un champ de forces l'union fait la force. Au scénario précédent on ajoute la nécessité de s'associer pour produire et être compétitif ou pour réclamer et recevoir le nécessaire pour survivre, que ce soit sous forme d'assistance soit sous forme de ressources, pour répondre coopérativement aux nécessités et aux attentes insatisfaites de groupes d'exclus qui, bien qu'étant solidaires en interne, continueront à rivaliser entre eux. La solidarité apparaît ici comme une ressource stratégique, instrumentale, et non pas comme l'anticipation d'une autre qualité souhaitée de liens sociaux. Le passage à un appel conjoint à la gestion communautaire a été fait dans de nombreux cas et constitue un indice prometteur, mais cela à une échelle minime, ce qui n'a ni quelconque poids public ni bénéficié de toutes les amplifications que cette action collective pouvait comporter.

### 3 - Quelques variantes de la politique publique. L'Economie Sociale ?

Dans de nombreux pays, du Centre et de la Périphérie, les gouvernements nationaux ou locaux ont accompagné ou adopté des initiatives pour transférer des ressources productives aux travailleuses et travailleurs sans emploi, non seulement pour assouvir leur faim et leurs besoins primaires avec leur propre production mais aussi pour qu'ils puissent entreprendre, individuellement ou en s'associant, des activités économiques durables, avec l'attente selon le bon sens néolibéral, de ce que bientôt ils pourront se passer de ce transfert de ressources (considérées comme des « subventions » initiales). Il n'est pas toujours facile de savoir si ces politiques sont la face publique de la deuxième variante présentée plus haut. Mais en tout cas, dans un système politique où il y a une hégémonie et une contre hégémonie, une chose est l'intention du décideur public, une autre est le contenu que lui donnera le jeu sociopolitique qui les met en oeuvre.

Au Brésil, le gouvernement s'efforce de s'attaquer à la faim de façon universelle (« faim zéro ») et son ministère de l'Economie Solidaire stimule la naissance de coopératives de travail et répond partiellement aux réclamations de terre, de crédit, d'éducation et d'autres biens publics, avec l'accompagnement critique d'un large réseau d'organisations sociales, de mouvements syndicaux, d'églises, d'universités et d'ONGs – qui aspirent à dépasser le caractère compensatoire de la politique sociale en promouvant le développement structurel d'un secteur de l'économie solidaire centré sur des coopératives de travail.

Dans le cas du gouvernement du Venezuela, on recycle une partie de la rente pétrolière pour produire des biens publics comme la santé et l'éducation de base stimulant massivement et simultanément la formation de dizaines de milliers de coopératives sous la dénomination d' « économie populaire » ce qui promet des problèmes de durabilité pour une part très significative de ces entreprises compte tenu des conditions d'appui et de la richesse des ossatures préalables que suppose une échelle si massive sans structure ni réseau expérimentés d'organisations de la société civile et du secteur public.

Dans beaucoup de pays de la région il ya des programmes avec le même agenda et même avec la bénédiction de la Banque Internationale : permettre que les pauvres les plus aptes puissent organiser leur propre travail et puissent se réinsérer dans le marché avec des micro-crédits pour stimuler leurs micro-vies.

En Argentine, le Plan Cheftaines et Chefs, apparu en 2002 comme réponse improvisée à la grave crise de gouvernance, se termina en s'institutionnalisant comme allocation minimale (non pas de portée universelle comme il l'avait été annoncé initialement) qui exige une contrepartie d'activité communautaire ou de travail marchand, et dont on a tenté de rediriger l'orientation par le Plan de l'Economie Sociale et de Développement Local « Des Mains à l'Oeuvre » - qui donne des subventions de démarrage pour de l'équipement, des outils, des matériaux, des fonds de micro crédit et de l'assistance technique – dans le but de promouvoir des petites entreprises associatives qu'on espère rapidement qu'elles se maintiennent sur la base de leurs résultats propres. Mais la dimension relativement réduite des ressources distribuées et la conception même de la politique d' « économie sociale » comme politique sectorielle n'arrivent pas à lui faire dépasser son caractère d'attention conjoncturelle à une urgence sociale qui est et sera structurelle tant qu'on ne luttera pas contre le modèle économique hérité.

Malgré son intitulé, ce plan d'Economie Sociale et de Développement Local ne s'est pas accompagné de programmes participatifs de développement local, qui auraient pourtant pu donner un niveau supérieur de

*Sur le sens d'articuler le local avec le global à partir d'une perspective d'économie sociale* (Sobre el sentido de articular lo local con lo global desde una perspectiva de economía social)

**José Luis Coraggio**, Universidad Nacional del General Sarmiento, Argentina, *Traduction : Fanny Enault*

rationalité à l'ensemble des initiatives et mettre en marche un processus de démocratisation et de gestion sociale de l'économie, en particulier des ressources du plan. Cet échec est attribué aux faibles capacités institutionnelles des gouvernements locaux et des entreprises, mais c'est aussi le résultat du manque de volonté de modifier les règles de l'accumulation politique clientéliste, où les populations locales constituent une masse de manœuvre électorale, le « capital politique » des gouvernements locaux. De fait, la décentralisation au niveau local des décisions techniques, clairement justifiée par l'impossibilité d'évaluer des microprojets sur des activités et dans des contextes hautement hétérogènes depuis un bureau à Buenos Aires, ne garantit ni une plus grande rationalité ni moins d'arbitraire. Les recherches sur l'imaginaire social montrent que ces programmes sont interprétés comme faisant partie de la même matrice assistancialiste (comme semblent l'indiquer le fait qu'ils sont principalement administrés depuis le Ministère du Développement Social, dont l'objet principal est précisément le soulagement de la pauvreté). Le Ministère de l'Economie (et beaucoup d'autres ministères qui contrôlent les ressources et les politiques nécessaires pour une politique intégrale dans cette direction) continue à ne pas considérer comme appartenant à l'économie, l'économie populaire et à ne pas envisager la possibilité de faire naître un secteur de l'économie sociale.

Mais, même dans ces conditions, quelques expériences montrent la possibilité de redonner une signification à ces programmes, des expériences qui doivent être systématisées et valorisées si ce que nous voulons est bien que soit assumée une autre proposition dépassant l'actuelle et plus proche de la proposition brésilienne : celle de *construire consciemment un secteur organique d'économie sociale*.

#### 4- Que comprendre par Economie Sociale?

Dans un récent travail du Centre Canadien de l'Economie Sociale, elle est définie comme suit :

*« L'Economie Sociale se distingue du secteur privé et du secteur public et elle inclut les coopératives, les fondations, les coopératives d'épargne et de crédit, les mutuelles, les organisations non gouvernementales, le secteur bénévole, les organisations charitables et les entreprises sociales ».*

Cette définition, validée par l'autorité du Centre mentionné, nous sert de point de référence pour différencier par comparaison notre propre concept de l'Economie Sociale.

Tout d'abord, il y a bien quelque chose de cette définition avec lequel nous coïncidons : elle ne fait pas référence aux pauvres, elle ne s'auto-définit ni comme une économie des pauvres ni comme une économie pour les pauvres et, par conséquent, elle ne fait pas une équivalence entre « social » et « assistanciel ». La définition, construite par énumération, offre une collection de types formels d'organisation économique (Coopératives, etc.). Théoriquement et empiriquement, dans ces organisations peuvent participer des secteurs avec des connaissances et des conditions sociales très variées. De fait, les fondations et les ONGs sont habituellement constituées par des secteurs professionnels de classe moyenne. Bien sûr des personnes cependant pauvres peuvent participer comme acteurs ou assistés à des organisations charitables, mais cette définition ne propose pas d'inclure comme partie constitutive de ces organisations (et pour autant de l'Economie Sociale) les destinataires des activités (clients, bénéficiaires, etc.). D'autre part, elle inclut les coopératives qui cherchent des revenus marchands –pas nécessairement faibles- pour leurs associés et, éventuellement, pour leur communauté.

Finalement, la définition indiquée plus haut exclut expressément les entreprises à but lucratif d'accumulation d'un groupe (« secteur privé ») mais aussi de l'Etat (« secteur public »), lequel, par hypothèse, devrait représenter et agir dans l'économie selon les critères du « bien commun ».

Pour préciser nos différences avec cette définition de l'Economie Sociale, nous devons adopter une perspective préalablement plus large du concept d'ECONOMIE : toute économie est, de fait, sociale. Elle l'est de fait, en tant que sphère matérielle relativement autonomisée des structures sociales, qui co-détermine quel type de société elle promeut et contribue à reproduire. Elle l'est aussi parce que la société co-détermine l'économie, directement et via des processus politiques, ce qui lui confère une détermination sociale. Sous un angle plus complexe, ayant pour point de référence l'économie de marché, moderne omniprésente, toute économie existante est aussi « sociale » puisqu'une partie très significative d'elle-même opère en dehors des

*Sur le sens d'articuler le local avec le global à partir d'une perspective d'économie sociale* (Sobre el sentido de articular lo local con lo global desde una perspectiva de economía social)  
**José Luis Coraggio**, Universidad Nacional del General Sarmiento, Argentina, Traduction : Fanny Enault

mécanismes de marché et, par conséquent, ne parvient pas à se constituer en sphère séparée ayant tendance à l'autorégulation. Par conséquent, l'économie réelle, même dans les cas de sociétés de développement capitaliste le plus grand, n'arrive pas à se débarrasser totalement des relations et des institutions de parenté, des autres liens sociaux, ethniques et communautaires et, en particulier, du politique ou des systèmes de statut. Ces considérations étayaient l'hypothèse d'un haut degré de combinaison et d'hybridation –avec des contradictions- entre les manières d'organiser les bases matérielles et les matrices historiques de la constitution des structures de chaque société.

Ceci étant dit, il paraît redondant de parler d' "économie sociale" (si toute économie est de fait sociale...). Mais la définition du Centre Canadien réserve cet adjectif à un sous ensemble d'organisations économiques avec des critères apparemment clairs. La connaissance que l'on a des idéaux-types des organisations considérées fait apparaître clairement la priorité que ce système de classification donne à la constitution libre et volontaire ainsi qu'à la qualité des relations internes de ces organisations, qu'elles soient marchandes (qu'elles produisent pour le marché) ou non : elles ne doivent ni être organisées comme des entreprises de capitaux ni y avoir de séparation entre propriétaires et travailleurs, il faut qu'il y ait des relations intersubjectives non objectivantes donnant la primauté aux valeurs et aux pratiques de solidarité interpersonnelle et une gestion démocratique et une coopération interne admettant diverses combinaisons de travail bénévole, salarié ou associé. Son cadre de relations combine également les principes d'échange, de redistribution et de réciprocité. S'y ajoutent deux types qui se distinguent de par leur mission de solidarité sociale (bien qu'elle soit unidirectionnelle, vers les bénéficiaires externes) : les fondations et les organisations charitables.

Il y a toujours des zones grises quand on applique ces définitions par énumération à des situations réelles : des coopératives qui ont perdu l'idéal de la coopération et fonctionnent comme des entreprises de capitaux tant vis-à-vis de l'extérieur qu'en interne, des coopératives de travail qui sont des appendices d'entreprises de capitaux, instrumentalisées pour cacher des formes de surexploitation du travail aliéné et échapper au principe de redistribution fiscale, des fondations ayant une gestion verticale, qui servent de couverture de façade à des entreprises de capitaux, etc. Mais ceux qui proposent en toute honnêteté cette définition sont conscients de ces problèmes et tentent de séparer la paille et le grain, en distinguant la forme juridique du contenu social, le discours de la pratique.

En résumé, selon cette définition, une partie de l'économie serait "sociale" –de par la qualité des composants qu'elle incorpore— l'autre non (tout type d'entreprise dirigée ouvertement ou de façon occulte par le capital et ses détenteurs, ou tout type d'organisation étatique, par exemple). Mais, comme cette définition (au niveau « microéconomique ») le laisse voir, cet ensemble d'organisations qui se considèrent comme « sociales » ne semble pas exiger un mode différent de relations entre ses composantes particulières ou avec le reste de l'économie, permettant par exemple, de faire primer la compétition dans les échanges marchands entre des coopératives qui sont solidaires en interne. De plus l'économie « tout court » (la partie « non sociale » de l'économie) et l'économie « sociale » seraient articulées au moyen de l'échange marchand ou par des relations de redistribution centralisée par l'Etat. Le problème serait les termes de l'échange, et non pas l'échange lui-même ou ses règles.

Un problème de ces définitions "micro" (individualisme méthodologique) est qu'elles ont tendance à se centrer sur les unités organisatrices de la production de biens et services, que ce soit pour des transactions sur le marché ou pour des transferts unilatéraux vers des secteurs avec des besoins de base non couverts. Le point central est, par conséquent, la production et les relations de production, non pas la reproduction sociale et le cadre plus vaste de la division du travail, des relations de propriété et de la reproduction, avec la prise en considération nécessaire de la production, de la distribution et de l'utilisation du surplus matériel. Par conséquent, bien qu'à posteriori on analyse les relations et les termes de l'échange ou les processus de redistribution, avec la définition même de l'Economie Sociale, la totalité du système, qui contribue à faire sens et à reformuler la signification prétendue de ses constituants, est absente.

Ayant tenté de la présenter au plus juste, nous avons avec cette définition deux divergences fondamentales :

A) Comme nous l'avons dit, les organisations qu'elle inclut sont sélectionnées en fonction de leurs relations internes. Mais chacune de ces organisations ne peut exister en dehors de ses relations avec d'autres : organisations de l'économie sociale elle-même, et des entreprises de capitaux, et des organisations étatiques

*Sur le sens d'articuler le local avec le global à partir d'une perspective d'économie sociale* (Sobre el sentido de articular lo local con lo global desde una perspectiva de economía social)

**José Luis Coraggio**, Universidad Nacional del General Sarmiento, Argentina, *Traduction : Fanny Enault*



et surtout elles existent dans un système dominé par le capital, qui tend à introduire, dans ces organisations, l'éthique du marché capitaliste et engendre un champ de forces, comme dirait Bourdieu, qui ne peut se voir comme un « extérieur » puisqu'il les traverse et les co-constitue en formes concrètes. En effet, les systèmes économiques avec une domination et une hégémonie tendent à reformuler la signification des organisations économiques apparemment ou intentionnellement diversifiées : ce n'est pas la même chose un système économique constitué par une base de coopératives de travailleurs qui ont réussi à l'imprégner d'autres pratiques, d'un sens commun et d'idéologies politiques projetant leur idéal, et un autre dans lequel quelques unes ou de nombreuses coopératives participent au marché d'une économie capitaliste. Assurément la société du Québec nous démontre qu'on peut avancer dans cette direction, mais la matrice historico-culturelle qui l'a rendue possible n'est pas reproductible bien que l'on puisse apprendre beaucoup de l'importance d'un projet culturel embrassant largement la nation pour envisager des transformations à longue haleine de l'économie. Dans la réalité de nos sociétés, à la périphérie du système-monde capitaliste, mobiliser des volontés dans le système hégémonique en percutant les représentations sociales et le sens commun est une lutte permanente, multidimensionnelle (culturelle, économique, politique) qu'on ne peut pas livrer seulement à l'intérieur des organisations économiques.

B) Comme acte intellectuel, une telle définition ne met pas sous tension le système social ne propose par elle-même et par les pratiques dont elle est initiatrice aucun projet de transformation sociale, économique et politique. Elle place sa différence à l'intérieur d'un système, différence qui peut être compensatrice et aller jusqu'à être fonctionnelle pour ce système (dès l'intention initiale ou réaménagée par le milieu), ou tout au moins ne le met pas en question de manière politique. En classant des papillons nous obtiendrons une connaissance utile et même nous créeront des satisfactions, mais il n'en ressortira ni proposition d'action collective ni la conviction de la nécessité de changer le bio système, ni la force pour le transformer. L'« économie » continue à être « naturalisée » comme totalité, et le processus de marchandisation sans limites n'est pas refusé par la création d'une ou de nombreuses de ces organisations.

Déplaçons le point de référence en Argentine où récemment le terme « économie sociale » a été teinté de tonalités assistanciales par les politiques publiques de l'après crise de 2001, en raison de la conception sous jacente de ces politiques et de leur focalisation de fait pour mobiliser et associer de potentiels entrepreneurs promus parmi les plus pauvres des pauvres. Par exemple, pour les autorités qui lancent de telles politiques il est difficile d'admettre que les entreprises reprises par les travailleurs font partie de l'économie sociale (étant donné la définition de l'« économie sociale » du gouvernement, cela ne paraît pas non plus adéquat pour les travailleurs de s'y situer puisqu'ils revendiquent leur identité comme travailleurs en premier lieu et comme autogestionnaires en second, mais en aucun cas comme « pauvres assistés pour être entrepreneurs »). Il ne faut pas s'étonner non plus que le mouvement coopératif enregistré (coopératives, mutuelles et associations formellement constituées et leur appareil d'état correspondant) continue à affirmer qu'il représente la « vraie » économie sociale ce que ne sont pas ces micro-activités promues à partir d'un Ministère du Développement Social. Il ne faut pas plus s'étonner que pour le mouvement syndical, le monde du travail autogéré semble étranger.

Finalement, de notre point de vue nous entendons par Economie Sociale pas tant une réalité existante qui se reproduit sur ses propres bases ou en articulation structurelle relativement autonome avec le reste du système économique, mais un projet de transition des pratiques économiques d'action transformatrice, conscientes de la société qu'elles veulent engendrer à partir de l'intérieur de l'économie mixte existant actuellement en direction d'une autre économie, d'un autre système socio-économique organisé sur le principe de la reproduction élargie de la vie de tous les citoyens-travailleurs, en opposition au principe de l'accumulation du capital (qui a requis et institué comme « naturelles » des institutions telles que la propriété privée, la réification et la marchandisation de la force de travail, de la terre et de la monnaie, processus qui devraient pour le moins être reformulés).

Ce nouveau système d'institutions vers lequel nous tendrions, -- qui est de fait une anticipation logique mais surtout une construction et une décantation en cours -- (d'autres formes efficaces pour organiser et accorder les comportements liés à la gestion sociale des besoins et leur résolution, au travail, au métabolisme socio-techno-naturel, aux règles de l'échange et les formes d'appropriation, à la gestion publique en général et de la production de biens publics en particulier, entre autres choses), cette vision qui orienterait nos pratiques avec ses éléments utopiques et son effet démonstratif de ses anticipations déjà présentes dans notre réalité, nous l'appelons Economie du Travail, ainsi dénommée pour l'opposer clairement à l'Economie du Capital

*Sur le sens d'articuler le local avec le global à partir d'une perspective d'économie sociale* (Sobre el sentido de articular lo local con lo global desde una perspectiva de economía social)

**José Luis Coraggio**, Universidad Nacional del General Sarmiento, Argentina, *Traduction : Fanny Enault*

(quelque chose que le terme « économie sociale » ne réussit pas). Dans cette conception on tente de s'approcher d'une économie dominée par la volonté de la reproduction de la vie de tous, ce qui implique une éthique dépassant les formes subordonnées et marchandisées du travail. Dans ses configurations historiques concrètes une telle économie pourra inclure des organisations du capital privé résiduel ou des ressources publiques, mais elles seront subordonnées à cette autre logique, sous son hégémonie, sujettes à l'évaluation par des critères de rationalité qui aujourd'hui sont encore seulement en train d'émerger marginalement et de se renforcer face au caractère dramatique des résultats de l'irrationalité sans bornes du capitalisme.

Dans une économie dominée par les principes fondateurs du plein développement des capacités et des réalisations de toutes les personnes dans la société, les institutions de l'Etat et mêmes les entreprises de capitaux devraient reformuler leur sens et leur espace légitime d'action, en raison de cette nouvelle totalité et champ de forces .

Ces pratiques ne se mettront pas en place dans un vide du pouvoir. Ce ne fut pas non plus dans un vide de pouvoir que depuis les années 70 la liberté rénovée du capital a été obtenue par le bloc conservateur, étayée par des dictatures dans la périphérie et dirigée par le commandement stratégique de l'économie-monde (dont le Consensus de Washington est un exemple rare au regard de son explicitation éhontée). Cette nouvelle corrélation de forces s'est fondée sur la réduction de la liberté et des droits des travailleurs face à la dictature du capital, comme en atteste la problématique conflictuelle des limitations imposées aux migrations internationales que caractérise la prétendue mondialisation à partir de la libération complète des barrières à la propriété privée globale. La propriété privée et les droits d'usage qu'elle comporte se convertissent en un conflit culturel dont le mode de résolution a de fortes implications sur les perspectives de reproduction des formes communautaires de vie, comme on le voit avec les conséquences du progrès des droits de propriété intellectuelle sur la base de la brevetabilité des savoirs qui étaient un bien public de la société humaine.

## **5- Les pratiques de l'économie sociale comme transition vers une économie du travail**

Dans la perspective des travailleurs, s'orienter vers l'économie sociale c'est, à partir de l'intérieur de ces sociétés capitalistes réelles, nourrir le développement d'expériences multi facettes d'une autre économie, qui émergent et s'articulent (ou non), motivées par la nécessité de survivre dans un système excluant et par l'apprentissage et la diffusion de pratiques non dirigées par les agents du capital. Ces expériences connaissent l'inévitable contradiction de naître dans une société dont les valeurs hégémoniques doivent se différencier à mesure que se développent les conflits avec le capital et la domination de classe, mais dont les étapes initiales ont besoin (ainsi que de « ses » ressources, donnant lieu à l'équivalent de l'accumulation primitive du capital). La société capitaliste est comme une piste d'envol collante pour la nouvelle société. Tenter cet envol est socialement et économiquement nécessaire et politiquement possible parce qu'on est en train de dépasser les limites de la survie de l'humanité planétaire. Et le point de départ est collant parce que la société en crise continue d'en être une où prédomine l'individualisme accapareur, avec des structures de pouvoir toujours plus concentrées et des pratiques hégémoniques qui continuent à oeuvrer pour la légitimer bien qu'elle offre des conditions toujours plus injustes pour la majorité des travailleurs.

“Faire” l'Economie Sociale est par conséquent un concept pour la transition à partir de la périphérie, qui implique de contribuer consciemment à désarticuler les structures de la reproduction du capital et à construire un secteur organique qui satisfasse les besoins de tous avec d'autres valeurs, en institutionnalisant de nouvelles pratiques au moyen d'une lutte anti hégémonique contre la civilisation capitaliste, qui affirme un autre concept de la justice sociale, qui combine le marché régulé aux autres mécanismes de coordination des initiatives, qui lutte pour réorienter les politiques publiques et en particulier la production de biens publics, mais – sauf pour quelques exceptions ponctuelles – qui ne peut pour un certain temps (qui paraît très long pour la survie immédiate mais court pour la longue période historique) cesser d'opérer au sein de la société existante. (Un exemple éclairant de ces contradictions est le « Business is business » des dirigeants de Mondragón, qui justifient cela parce qu'ils doivent accumuler des excédents afin de les répartir entre leurs travailleurs et leur communauté particulière).

## **6- La lutte pour une économie axée sur la vie est déjà commencée**

Cette économie en transition inclut, sans doute avec des contradictions et des conflits comme dans tout processus social complexe, les coopératives, grandes, moyennes et petites et nous attendons beaucoup de son

*Sur le sens d'articuler le local avec le global à partir d'une perspective d'économie sociale* (Sobre el sentido de articular lo local con lo global desde una perspectiva de economía social)  
**José Luis Coraggio**, Universidad Nacional del General Sarmiento, Argentina, *Traduction : Fanny Enault*

idéal de solidarité rajeuni par le débat en cours sur son rôle historique en tant que projet anticapitaliste des travailleurs. Mais c'est surtout une économie incluant largement beaucoup d'anciennes et de nouvelles formes non catégorisées d'« économiques » par le sens commun légitimant cette société (et par le coopérativisme formalisé). Ainsi elle intègre les unités domestiques avec leur économie de production et de reproduction (l'oïkos) et ses extensions, qui suivent la même logique de reproduction de *leurs membres* que l'unité domestique, -telles que les initiatives familiales ou associatives, ou les collectifs de tout type qui se forment pour redéfinir et donner des solutions à des besoins partagés, comme c'est le cas du MTD Solano de Buenos Aires ou plus anciennement celui de la Ciudad Moscón ; elle inclut les réseaux d'entraide mutuelle, d'achat ou de vente conjointe, les foires périodiques à multiples facettes (événements marchands, culturels, de formation), et les communautés territoriales auto organisées pour coordonner les activités productives et les actions collectives de leurs membres (comme peut l'être le Réseau PUNA), les cantines collectives articulées à des jardins communautaires, les associations de quartier, les mutuelles de production conjointe d'habitat urbain qui peuvent devenir parfois des urbanisations autogérées comme la Villa El Salvador à Lima qui comprend 800 000 personnes, les entreprises privées ou publiques reprises et leurs organisations d'appui, et, d'importance récente en Argentine et au Venezuela, les types de banque solidaire en lutte avec le simple microcrédit, les instances démocratiques de gestion gouvernementale (comme le budget participatif initié par Porto Alegre sous le gouvernement du PT, ou le cas de la gestion associée du Parc Avellaneda à Buenos Aires), les systèmes alimentaires autogérés à différents échelons territoriaux comme les communautés ethniques de la nation Maya, qui ont une autre conception de la vie et de la nature, le réseau global de production de logiciel libre qui comprend 30 000 programmeurs du monde entier et concurrence le grand monopole de Microsoft, les marchés solidaires ayant leur monnaie sociale propre, et beaucoup d'autres formes d'organisation de l'action conjointe qui surgissent dans la lutte pour la survie.

Pour que tout cela –qui existe déjà et qui arrive à faire pièce de plus en plus à la résistance des médias (qui s'occupent de reformuler leur signification en les considérant comme des « quêtes » ponctuelles et non comme des choix permanents de sociabilité)- soit une ECONOMIE EN TRANSITION il faut ajouter une volonté politique, un sens fondamental : qu'ils permettent par les moyens les plus variés la reproduction élargie de la vie *de tous*, quand la vie de chacun est liée étroitement à la possibilité d'une vie digne pour les autres qui forment l'ossature des communautés ou de la société. Cette dimension de la solidarité et de la justice sociale constitue un noyau critique de la lutte contre le sens commun légitimateur, individualiste et particulariste de ce système.

Comme on avance vers le dépassement de la croyance que l'économie, telle que construite par le pouvoir néo conservateur avec son programme néolibéral, est maintenant « l'économie » pour toujours et, étant démontrées depuis la base sociale, la volonté et la possibilité de construire d'autres formes économiques en commençant à consolider de nouvelles identités (comme celle de travailleur associé qui ne cherche pas un emploi avec patron, récemment révélée par une enquête réalisée par l'Institut du Conurbano de la UNGS), l'économie sociale apparaît alors, comme une proposition politique, qui s'appuie sur une théorie critique, affirme d'autres valeurs et pose une autre rationalité, pour orienter les pratiques de transformation à partir de la périphérie latino-américaine. Cette proposition explore, met à l'épreuve et promeut des formes qui incluent mais ne se limitent pas à l'énumération avec laquelle nous avons commencé ce texte.

Nous avons mentionné plus haut deux voies d'action: « Se sauve qui pourra et comme il pourra » et « Regroupons-nous pour nous sauver ». Maintenant nous pouvons en ajouter une troisième : **«Transformons-nous en transformant le contexte»**. Prophétiquement, au meilleur sens critique de l'expression et de l'affirmation du droit à une utopie réalisable, on annonce le retour du sujet, envisageant la possibilité de modifier, lentement et depuis la racine, à partir de l'économie même, à partir du local, ce monde de peu d'inclus dans une mer d'exclus. L'espérance étant perdue de ce que le système capitaliste produise quelque tendance significative qui intègre la société, gagne en plausibilité l'idée que l'économie est une construction sociale dans laquelle nous vivons et se ranime la prétention de développer d'autres formes de production pour l'échange et l'autoconsommation orientées pour la reproduction de la vie avec la dignité *de tous*.

Ceci suppose non seulement d'assurer la subsistance immédiate de chacun en saisissant les opportunités du marché tel que et aux conditions qu'il les offre, mais aussi d'oser, comme sujets politiques, affirmer la possibilité de gagner de l'autonomie vis-à-vis de la dictature du capital et d'une classe politique détachée de son peuple, de gagner le droit à une vie digne pour tous qui s'oppose à l'irrationalité du marché global et à la

*Sur le sens d'articuler le local avec le global à partir d'une perspective d'économie sociale* (Sobre el sentido de articular lo local con lo global desde una perspectiva de economía social)

**José Luis Coraggio**, Universidad Nacional del General Sarmiento, Argentina, *Traduction : Fanny Enault*



domination conçus comme forme unique du politique. La rencontre solidaire des diverses formes d'existence de la vie des travailleurs du monde, exclus ou non, ne se fera non pas en un acte fondateur unique, mais par des convergences sporadiques en actes de rébellion symboliquement effectifs, et par le lent processus de construction de l'organicité matérielle à partir de bases locales.

L'articulation possible entre les pratiques locales d'affirmation de la capacité de faire l'économie et de démocratisation des formes organisationnelles et étatiques, avec les pratiques de constitution d'acteurs globaux omniprésents qui s'affrontent au capital dans son méta-espace, est un réseau d'initiatives fertiles qui non seulement s'interconnectent en réseau mais sont aussi une base productive même s'ils risquent la perte d'efficience compétitive dans l'immédiat<sup>4</sup>.

Dans le jeu de GO, on parle de territoire. Quand le capital met un pion noir il aspire à contrôler un territoire : des ressources, des capacités, des marchés, et à donner un appui à d'autres positions sachant que dans leur combinaison se trouve la clé de son accumulation illimitée jusqu'à pouvoir contrôler le monde (jusqu'à en finir avec la vie, c'est à dire, avec tous les joueurs). Chaque pion est important non seulement pour ses résultats en tant qu'entreprise ou filiale particulière, mais aussi parce qu'il contribue à l'effet d'ensemble de la domination territoriale. Quelques uns peuvent devenir clés dans des circonstances difficiles à anticiper, d'autres peuvent être abandonnés sans risque pour le capital. Si on entoure le pion noir avec nos pions blancs : revendications salariales, paiement d'impôts, limitations à la liberté de décision sur les processus productifs, conditions de travail, défense de l'environnement, de la qualité de vie en société, des identités, contrôle citoyen des biens publics, alors le pion noir disparaît, sort du damier, mais son équivalent apparaîtra dans un autre coin du damier mondial. Notre problème est de croire ou de permettre réellement que la sortie du pion noir soit une perte pour nous que nous ne pourrions pas supporter, que l'usine emporte avec elle l'emploi, le revenu, l'accès aux moyens de vivre. « Nous gagnons du territoire, mais maintenant de quoi vivons-nous, comment nous connecter au reste du monde ? »<sup>5</sup>

Pour cela il est fondamental d'avoir la vision que l'économie n'est pas seulement l'économie du capital et que nous pouvons non seulement résister mais aussi gagner en qualité en construisant des formes de vie locales technologiquement simples<sup>6</sup>, économes en énergie mais socialement riches en relations et connaissances, et en sachant qu'il y a une stratégie d'interconnexion globale et de formation de grandes unités coopératives en marche qui nous apportera la *complexité sans domination* dont nous avons besoin, quelque chose qui implique que le travail, la science et la nature cessent d'être de simples forces productives du capital. En cela sera critique le rôle des organisations ou des espaces collectifs et des réseaux de réflexion qui peuvent lier le local-immédiat à l'espace des forces du système global, et combiner l'attention à l'urgence avec la pensée stratégique.

<sup>4</sup> Voir: Franz Hinkelammert, *El sujeto y la ley. El retorno del sujeto reprimido*, EUNA, Heredia, 2003.

<sup>5</sup> En cela il est important de prendre en compte que, bien que le capital ait aujourd'hui clairement un principe d'organisation globale, c'est à dire d'omniprésence, l'Etat a un principe d'organisation territoriale (hiérarchique alvéolaire et inclusif): pour cette raison, quand l'économie sociale gagne du territoire, en occupant l'espace que lui a laissé où dont elle a déplacé le capital, alors elle rencontre l'Etat, le système politique et les agents de la politique (plus ou moins clientéliste). La confrontation principale avec le capital ne doit pas nous faire oublier que l'Etat peut être l'arrière-garde du capital sur le territoire, avoir une logique de pouvoir-domination avec une relative autonomie, contraire à l'autonomisation des travailleurs, ou bien, démocratisé, être une forme subordonnée à la volonté politique de la communauté qu'il représente ou qu'il dit représenter (le « commander en obéissant » des Zapatistes).

<sup>6</sup> Nous ne sommes pas en train de faire un vœu de « simplicité ». Tout d'abord parce que nous n'affirmons pas que le local est simple et le global complexe. Les domaines de réalisation du travail et de la reproduction de la vie dans les sociétés contemporaines ne peuvent pas exclure le global ni les biens de technologie complexe, mais cependant ils peuvent être entretenus au sein de relations de coopération, de solidarité et de reconnaissance interpersonnelle, sans que prédominent des fins lucratives ; en dehors pour autant de l'espace de contrôle du capital et des forces mues par l'accumulation privée et la compétition dans un système où l'objectivation est la règle. Un exemple que cela est possible est le réseau de production de logiciel libre. Nous ne cherchons pas non plus à propager une économie de reproduction simple, répétitive et sans innovation dans la production et la consommation. La qualité de vie doit être un concept dynamique et on aura besoin de nouvelles connaissances pratiques, scientifiques et technologiques ainsi que des systèmes d'interprétation du monde pour faciliter la vie. La simplicité (qui implique entre autres choses de faciliter la jouissance et d'éviter l'inutile complexité dégradante de la sociabilité et stressante pour les personnes) est aussi une construction qui a des conditions matérielles et symboliques de réalisation. Ce n'est pas un problème mineur de savoir comment envisager la motivation et la valorisation sociale de l'invention et de l'innovation quand les forces productives ne sont pas réifiées et que le but n'est ni l'accroissement ni la reproduction élargie du capital mais bien ceux de la vie de tous.